

Redressement et liquidation judiciaires : proposition de réforme de la loi du 25 janvier 1985	692
--	-----

VI. — BIBLIOGRAPHIE

Comptes rendus d'ouvrages	693
Bibliographie sélective : « Les opérations d'initiés »	695
Actualités bibliographiques : articles et notes de jurisprudence	703
Sélection d'ouvrages et de monographiques	714
Thèses de doctorat	715

VII. — INFORMATIONS	716
---------------------------	-----

Sociétés en général , dirigeants, cessation des fonctions, démission, conditions, Paris, 4 ^e Ch. soc. A, 12 mai 1993	662
--	-----

IV. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION

— Loi n° 93-859 du 22 juin 1993 de finances rectificative pour 1993 (extraits)	665
— Loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation	678
— Décret n° 93-820 du 14 mai 1993, pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 92-666 du 16 juillet 1992 relative au plan d'épargne en actions et fixant les obligations déclaratives des contribuables et des intermédiaires	687
— Décret n° 93-892 du 6 juillet 1993, pris pour l'application à la profession d'administrateur judiciaire de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de société des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé	687
— Décret n° 90-908 du 9 juillet 1993, pris pour l'application de l'article 55 de la loi de finance rectificative pour 1992 (n° 92-1476 du 31 décembre 1992) relatif au régime fiscal de certains transferts d'éléments d'actif hors de France réalisés par les entreprises	688
— Décret n° 93-930 du 21 juillet 1993 pris pour l'application de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation	688
— Arrêté du 14 mai 1993 fixant le lieu de dépôt de la déclaration relative à la taxe sur la valeur vénale des immeubles possédés en France par des personnes morales	689

V. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DU SÉNAT

Comptes consolidés : la désignation d'au moins deux commissaires aux comptes nécessite, afin que soit assurée l'effectivité du double contrôle, que ceux-ci soient indépendants l'un par rapport à l'autre et n'appartiennent pas au même cabinet ou réseau	691
--	-----

une activité économique, Cass. com. 16 févr. 1993, note Yves GUYON	644
Redressement judiciaire, plans de redressement coordonnés, voies de recours, cessionnaire, dirigeant évincé, Cass. com. 24 avril 1993, note Yves CHAPUT	648
Redressement judiciaire, clause pénale, déchéance du terme, antériorité, cours des intérêts, Cass. com., 11 mai 1993, note Yves CHAPUT	652
Action en comblement de l'insuffisance d'actif, sociétés, dirigeants sociaux, insuffisance d'actif, contenu, conclusion, frais de réalisation de l'actif (non), Cass. com. 16 févr. 1993, note Adrienne HONORAT	655

III. — SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

• Sommaires de jurisprudence par Yves GUYON	659
Sociétés civiles , associés, parts, cession, agrément, refus, offre d'acquisition, Paris, 3 ^e Ch. A, 23 mars 1993	659
Sociétés anonymes , directoire, directeur général unique, cumul avec un contrat de travail, Versailles, 15 ^e Ch. A, 16 mars 1993	659
Sociétés anonymes , président du conseil d'administration, pension de retraite, validité, Paris, 3 ^e Ch. B, 14 mai 1993	660
S.A.R.L. , gérant, cumul d'un mandat social et d'un contrat de travail, emploi salarié effectif (non), Paris, 18 ^e Ch. C, 18 mars 1993	660
Sociétés en général , bénéfiques, dividendes, acompte sur dividende, attributaire, Paris, 1 ^{re} Ch., 6 mai 1993	661
Sociétés en général , dissolution, causes, justes motifs, mésentente entre associés, paralysie de la société, Paris, 5 ^e Ch., 25 mars 1993	661
Sociétés en général , apports partiel d'actif, effet, action en justice, transmission (non), Paris, 25 mars 1993	662
Sociétés en général , groupes, relations financières, dettes de la filiale, obligation au passif de la société mère (non), lettre de patronage, Paris, 3 ^e Ch. soc. A, 4 mai 1993	662

Cautionnement, aval, garantie, L. 24 juillet 1966, art. 98, président du conseil d'administration, acte souscrit au nom de la société mère, garantie des engagements de la filiale, autorisation préalable du conseil, nécessité, Cass. com. 17 nov. 1992, note Philippe DELEBECQUE 585

Cautionnement, aval, garantie, L. du 24 juillet 1966, art. 98, lettre d'intention, lettre en faveur du crédit-bailleur d'une ancienne filiale en liquidation judiciaire, obligation de résultat, autorisation du conseil d'administration (non), lettre inopposable à l'ancienne société-mère, Paris 3^e Ch. A, 11 mai 1993, note Philippe DELEBECQUE 589

Société de commissaires aux comptes, conditions d'inscription sur la liste, apport d'un droit de présentation de clientèle, apport fictif, Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes près la cour d'appel de Colmar, 18 juin 1991, note DU PONTAVICE 595

III. — BOURSE

Offre publique d'achat, projet, Convention restreignant offres et surenchères concurrentes, contrariété au règlement n° 93-03, recevabilité (non), nullité décision du CBV, Paris, 1^{re} Ch., Sect. CBV 27 avril 1993, note Didier MARTIN, Dominique BOMPOINT 605

IV. — ASSOCIATIONS

Association, activités lucratives, activités commerciales non prévues par les statuts, ordonnance, 1^{er} déc. 1986, violation (oui), Cass. com. 19 oct. 1992, note Sami CASTRO 625

V. — DROIT FISCAL DES SOCIÉTÉS

Impôt sur les sociétés, rétroactivité des fusions, détermination du bénéfice de la société absorbante pendant la période intercalaire, imputation de la perte de liquidation d'une filiale de l'absorbée, pertes correspondant à la poursuite de l'activité de la filiale pendant la période intercalaire (oui), pertes antérieures à la date de rétroactivité (non), concl. sur Cons. d'Et. (8^e et 9^e s.-s. réun.), J. ARRIGHI DE CASANOVA 632

VI. — REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES

Action en comblement de l'insuffisance d'actif, personne morale de droit public, dirigeant de droit, commune, association exerçant

revue des sociétés

BIBLIOTHÈQUE

Sala

2

Estante

84

Tabla



dalloz

TABLE DES MATIÈRES

N° 3-1993

I. — DOCTRINE

- Convention de portage et information comptable et financière,
par Jean-Louis MEDUS 509
- La protection des associés minoritaires en droit allemand des
sociétés à responsabilité limitée, par Kurt G. WEIL 561

II. — JURISPRUDENCE COMMENTÉE

I. — SOCIÉTÉS EN GÉNÉRAL

- Sociétés en général, formalités de publicité, président du conseil d'administration, démission, publication, conclusion postérieure d'un contrat de bail, engagement de la société (non), théorie du mandat apparent (non), Cass. com. 4 mai 1993, note Bernard SAINTOURENS 567
- Dissolution, société dissoute mais non liquidée, droit d'utiliser ou de transmettre une dénomination sociale (non), droit de renouveler un dépôt de marque (non), représentant légal dûment qualifié (non). — Transformation, possibilité, société dissoute (non), restauration de la personnalité morale (non), Cass. com. 12 nov. 1992, note Paul LE CANNU 571
- Parts sociales, cession, agrément, refus, expert, décision, portée, droit de repentir, Cass. com. 13 octobre 1992, note Dominique RANDOUX 578
- Parts sociales, indivision, action en nullité pour fraude, action en qualité de titulaires de parts sociales (non), action en qualité de successeurs universels (oui), exigence d'un mandataire commun (non), Cass. civ. 1^{re}, 25 mai 1992, note Paul DIDIER 581

II. — SOCIÉTÉS ANONYMES

- Cautionnement, Président du conseil d'administration, pouvoirs, loi applicable, *lex societatis*, Cass. com. 9 mars 1993, obs. 584